

Présentation

Les migrants latino-américains Vivre et penser le « retour »

Geneviève CORTES
Université Paul Valéry, Montpellier

Dans une perspective pluridisciplinaire et multidimensionnelle, ce numéro de *Caravelle* pose un regard sur la question du « retour » dans la migration latino-américaine. Si la migration transfrontalière au départ des pays d'Amérique Latine, ou celle qui se joue au sein même des territoires nationaux, fait l'objet d'une littérature abondante en sciences humaines et sociales, la question du retour en tant que telle est plus rarement au cœur de la réflexion (Petit, 2008), ou bien largement associée au phénomène diasporique et au thème de l'exil. Pourtant, qu'il s'agisse de mobilités internationales ou internes, les effets de retour au lieu d'origine prennent des manifestations fort diverses qu'il convient d'analyser dans le cadre d'analyses rénovées de la complexification des mobilités, des circulations et des réseaux qui structurent les champs migratoires. Dans un contexte paradoxal d'accélération des migrations humaines, alors que le contrôle politique de la circulation et des frontières ne cesse de s'accroître, la question du retour constitue un point nodal dans la compréhension des systèmes migratoires, tant du point démographique qu'économique, socioculturel ou politique. Le retour, tel que les auteurs en parlent ici, concerne celui des migrants eux-mêmes – qu'il soit volontaire ou contraint, qu'il soit effectif ou imaginé – mais également

les transferts d'ordre matériel (biens, argent, etc.) ou immatériels (valeurs, informations, etc.).

Le titre du numéro – « vivre et penser le retour » – nous plonge en premier lieu dans les pratiques et les représentations de l'acteur migrant. Combien reviennent et où ? A quel moment du cycle de vie ? Pourquoi et comment ? Quelles sont les formes d'organisation sociale et familiale qui sous-tendent les retours ? Quel sens faut-il leur donner ? Les remises monétaires liées à la migration, autre manifestation du « vivre et penser » le retour au lieu d'origine, posent plus directement la question du lien entre migration et développement. Que représentent ces volumes de transferts d'argent ? Quelles sont leurs incidences économiques aux échelles nationales ou locales ? Enfin, « penser le retour » renvoie à d'autres types d'acteurs, notamment au rôle des Etats qui mettent en œuvre des politiques pour « faire revenir » le migrant. Quels sont les contextes et les formes nouvelles de ces politiques du retour ? Quelle est leur efficacité ? Chacune des contributions de ce numéro, sous un angle et dans un contexte géographique différent, éclaire ainsi les rythmes et les parcours migratoires, les modalités et les motifs des retours, ou encore leurs incidences sociales, économiques ou territoriales.

Historicité et reconfiguration globale des migrations latino-américaines

Si la migration interne demeure la forme majeure des mobilités humaines, ce sont les migrations internationales qui posent avec le plus d'acuité la question du retour. Bien que sous-estimée, la croissance des mouvements migratoires à une échelle internationale est détectée par les données des Nations Unies qui comptabilisent 191 millions de migrants dans le monde contre 175 millions dans les années 2000 (ONU, 2006). Le volume actuel est plus du triple de celui des années 1960. Rappelons, cependant, que le poids des migrants est resté à peu près stable, autour de 3% de la population mondiale. Il est notable de constater, par ailleurs, que le nombre des pays d'accueil a largement augmenté depuis les années 1970 (Guillon, Sztokman, 2004) même si les polarisations majeures se situent dans l'hémisphère nord. En 2005, près de six migrants sur dix vivent dans un pays à haut revenu (pays européens, Etats-Unis, Arabie Saoudite, République de Corée, Singapour, etc.), environ un tiers sont originaires d'un pays en développement. L'Europe est la région qui accueille le plus de migrants (34%), puis l'Asie et les Etats-Unis (respectivement 28% et 24%). Si les flux Sud-Nord restent très significatifs, il est important de rappeler que le volume des déplacements au sein des Sud est à peu près équivalent (ONU, 2006).

Dans ce contexte, la migration internationale des latino-américains est un phénomène ancien, inscrit dans l'histoire longue du sous-continent. Depuis les périodes de colonisation jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'Amérique latine n'a cessé de recevoir des migrants, notamment en provenance de l'Europe, mais également d'Afrique, d'Asie (principalement Chinois et Japonais) et, dans une moindre mesure, du Moyen Orient. Ces mouvements de population ont été le fondement même des dynamiques de peuplement du sous-continent dont la vocation d'accueil a donné lieu à plusieurs vagues successives d'immigrants et au métissage que l'on sait caractéristique de l'Amérique latine. Mais à partir des années 1950-1960, tandis que s'intensifient les processus d'urbanisation et les migrations internes rurales-urbaines, la région connaît un moment de forte rupture historique avec un renversement des tendances migratoires. D'une zone traditionnelle d'immigration à l'échelle mondiale, elle devient un pôle majeur d'émigration en particulier à partir des années 1980-1990 alors que l'Amérique latine traverse les graves crises économiques de la « décennie perdue ». L'autre effet de rupture concerne ainsi le passage d'une migration d'ordre politique, celle de réfugiés ou d'exilés fuyant les régimes autoritaires (Cubains, Chiliens, Argentins, etc.) à une migration économique qui s'est largement diffusée à l'ensemble des pays latino-américains et des différentes couches sociales (travailleurs qualifiés, femmes, etc.).

Si l'on considère seulement les flux migratoires qui s'opèrent au sein des Amériques, c'est-à-dire entre les pays latino-américains et vers les Etats-Unis, le nombre total de migrants a considérablement augmenté puisqu'il passe de 1,5 millions en 1960 à 11 millions en 1990 (données largement sous-estimées du fait de la non-prise en compte des situations d'illégalité). Les migrants latino-américains représentaient seulement 0,7% de la population globale de la région dans les années 1960 contre 2,5% lors de la dernière décennie, avec un taux de croissance annuel moyen largement supérieur à celui de la population totale (respectivement 6,6% et 1,8%). Ces données, qui ne tiennent pas compte des mouvements hors du continent américain, sont d'ores et déjà un fort indicateur de la croissance des flux. Mais c'est au cours des dernières années que la croissance des volumes de migrants latino-américains a été la plus forte avec 21 millions de personnes en 2000 et 25 millions en 2005, soit environ 12% du total des 190 millions de migrants dans le monde (CEPAL, 2006).

Le Costa Rica, le Vénézuéla et les deux géants latino-américains, (l'Argentine et le Brésil), constituent les quatre seuls pays qui indiquent un bilan migratoire positif, sinon nul (mis à part certaines îles des Caraïbes comme les Barbades, Grenade, les Bahamas, etc.).

Parallèlement, la péninsule centraméricaine (en particulier le Mexique) et les Caraïbes se positionnent depuis longtemps comme la région majeure des flux de départs très majoritairement tournés vers les Etats-Unis. En termes de poids relatif, tandis que les immigrants représentent seulement 1% de la population totale à l'échelle régionale, les émigrants pèsent pour 4% avec des écarts importants entre les pays. Les taux dépassent les 8% pour de nombreux pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes (Cuba, Salvador, Mexique, Nicaragua, République Dominicaine) et l'Uruguay, tandis que se situent en position intermédiaire certains pays andins (Bolivie, Equateur, Colombie), centraméricains et caribéens (Guatemala, Honduras, Haïti) ou encore le Paraguay.

En termes de destinations, et comme l'illustrent les contributions de ce numéro, deux modèles migratoires traditionnels caractérisent l'Amérique latine : l'un intra-régional, l'autre extra-régional (Pellegrino, 2004, 2008 ; CEPAL, 2006 ; Solimano, Allendes, 2007). Les migrations intra-régionales ont connu une tendance à la baisse liée à la plus faible polarisation des deux principaux pôles d'attraction, à savoir le Venezuela et, dans une moindre mesure l'Argentine. Si ces deux pays concentrent encore plus de 70% du total des migrants latino-américains intra-régionaux, seule l'Argentine continue à être réellement un pôle d'attraction actif notamment pour les migrants des pays limitrophes (Paraguay et Bolivie), et plus récemment pour le Pérou. Quant au vieux couple migratoire Colombie-Venezuela, il agit toujours comme un phénomène structurant dans la géographie des mobilités transfrontalières régionales mais les flux se sont largement réduits à partir des années 1980-1990 au profit des Etats-Unis.

Parallèlement à la reconfiguration de ces vieux couples migratoires frontaliers, les tendances récentes montrent l'émergence de nouveaux pôles d'attraction intra-régionaux comme le Costa Rica (attractifs pour le Nicaragua et le Honduras), le Chili ou encore le Brésil pour l'ensemble des pays sud-américains. Par ailleurs, certains pays (Mexique, Caraïbes) jouent nouvellement le rôle de pays de transit pour les Sud-américains qui prennent la route vers les Etats-Unis. Concernant plus de trois millions de personnes (CEPAL, 2007), les migrations intra-régionales latino-américaines continuent ainsi d'animer fortement le sous-continent, participant à la fois d'une continuité historique des mouvements au sein des Sud et du processus plus large d'intégration régionale.

Le deuxième modèle – à savoir les flux extra-régionaux – domine largement l'émigration latino-américaine et concerne, le fait n'est pas nouveau, des mobilités très majoritairement orientées vers les Etats-Unis. Le système migratoire des Amériques et des Caraïbes reste en cela un des systèmes les plus fortement polarisés au monde. Plus de 20 millions de Latino-américains et Caribéens vivent aux Etats-Unis (plus

de la moitié des migrants du pays), sachant que le poids des migrants sans document y est particulièrement important, estimé à plus de 5 millions (dont les trois quarts sont latino-américains) (CEPAL, 2007). Les Etats-Unis restent la destination quasi exclusive des Centraméricains (Mexicains, Salvadoriens, etc.) ou Caribéens (Cubains, Haïtiens, etc.) reflétant la ténacité des champs migratoires depuis longtemps installés et finalement peu perméables à un processus de dispersion mondiale.

Si les Etats-Unis demeurent la principale destination des Latino-américains, des transformations majeures tiennent à la diversification des flux hors du continent américain. L'europanisation de la migration latino-américaine au cours des dix dernières années (Yepez, Herrera, 2007 ; Pellegrino, 2008), en effet, est une forme d'expression majeure de la dispersion migratoire mondiale et de la « remontée des Sud » vers l'Europe méridionale (Tarrus, 2007). Avec près de 250 000 entrées annuelles de Latino-américains en Europe entre 2000 et 2006 (Lopez de Lera, Oso Casas, 2008), la population latino-américaine en Europe est passée d'un million à 2,5 millions entre ces deux dates, soit près de 10% des étrangers non communautaires de l'Union Européenne.

Au sein de ce nouveau positionnement de l'Europe dans l'espace migratoire mondial, l'Espagne – en tant que premier pays en Europe récepteur de migrants extra-européens – est devenu un pôle majeur de l'émigration latino-américaine¹, dont l'impact social, économique et politique est particulièrement lisible à travers le discours médiatique (Torrado, 2005 ; Martinez Bujan *et al.*, 2005). Selon les données du recensement espagnol de 2001, plus d'un million et demi de résidents en Espagne sont nés à l'étranger, dont 40% proviennent d'Amérique latine (1 546 941 étrangers dont 609 683 Latino-américains). Les données du registre communal espagnol pour l'année 2006 confirment cette part relative mais enregistrent un peu plus d'un million et demi de migrants latino-américains sur le territoire espagnol (CEPAL, 2007).

A travers le prisme du retour, la diversité des champs, des routes et des formes migratoires en Amérique Latine est ainsi illustrée par les différents textes réunis dans ce volume : les Boliviens et Péruviens qui migrent en Argentine (S. Sassone), les Mexicains aux Etats-Unis (D. Requier Desjardins ; F. Lestage), les Brésiliens au Japon, Etats-Unis ou Paraguay (S. Souchaud, W. Fusco), les migrants internes au Paraguay (A. Gallas), les Equatoriens en Espagne (S. Koller). Il est probable, cependant, que l'actuelle crise économique et financière qui se joue à l'échelle mondiale modifie la physionomie de l'espace migratoire international et, par conséquent, la configuration des flux latino-américains. A l'heure qu'il est, il est difficile de cerner les évolutions. Au

¹ L'Italie s'inscrit également dans les nouvelles polarisations européennes des migrants latino-américains, en particulier les villes du nord de la péninsule italienne.

mieux peut-on imaginer plusieurs scénarios : une augmentation des flux mais impliquant une plus forte précarité des conditions de vie des travailleurs migrants internationaux (situations de chômage, de sous-emploi, d'illégalité, etc.). Ou bien au contraire, une réduction des flux tant humains que monétaires, avec un phénomène de retour des migrants dans leur pays d'origine.

De l'importance et du sens des retours

Au-delà des effets de contextes et de conjonctures, l'intensité et les modalités des retours dans la migration sont difficiles à appréhender, tant au plan qualitatif que quantitatif. Difficilement saisissable, le retour dans la migration est par ailleurs nécessairement protéiforme puisqu'inscrit à la fois dans des trajectoires sociales et territoriales.

La caractérisation et la spatialisation des migrations de retour à partir des données statistiques de recensement, tel que l'entreprennent S. Souchaud et W. Fusco à propos des émigrés brésiliens au Paraguay, au Japon et aux Etats-Unis, rendent compte de l'importance à donner aux formes de « re-localisation » des migrants de retour. En cherchant à mettre en relation les modalités de départ et celles des retours, les auteurs établissent un lien étroit entre, d'un côté, les caractères du retour et, de l'autre, l'historicité des flux d'émigration, les dynamiques territoriales propres au Brésil ou les liens sociaux qui guident les trajectoires du retour. Dans le cas des migrants au Paraguay, les auteurs mettent en lumière le degré de connexion du phénomène de retour avec la dynamique de la frontière agricole et montrent ainsi la manière dont sont articulées, d'un côté, les migrations internes et les fronts pionniers associés et, de l'autre, les migrations transfrontalières vers le Paraguay. Cette continuité spatiale et temporelle dans le phénomène migratoire se retrouve dans le cas des migrations brésiliennes au Japon pour lesquelles les espaces du retour correspondent aux zones d'installation historiques de l'immigration japonaise au Brésil. Ces modèles se différencient des migrations brésiliennes vers les Etats-Unis, pour lesquelles ce sont plutôt les logiques de réseaux sociaux et familiaux, liées aux capacités de mobilisation des ressources pour migrer, qui priment dans les formes de spatialisation des migrants de retour.

La diversité du ré-ancrage territoriale dans les processus de retour se double d'une pluralité de sens. Autant qu'il est difficilement saisissable et protéiforme, le retour dans la migration est polysémique. Peu de rapport entre celui qui revient contraint par les difficultés d'insertion dans les lieux de destination ou les politiques migratoires, celui qui le fait de façon volontaire, réfléchi et organisée, ou encore le retour qui ne cesse d'être

projeté mais qui jamais ne se réalise. La manière dont le retour prend forme, la manière aussi dont l'acte est pensé, réalisé, ressenti, la manière dont il est rendu possible ou non, constituent autant de « formules » du retour qui n'ont pas la même signification : retours voulus ou obligés, sereins ou douloureux, de prestige ou de « l'échec ». Ils n'ont pas non plus la même fonctionnalité, que ce soit le retour « visite » d'ordre affectif ou familial, le retour « touristique » ou de villégiature, souvent saisonnier, ou le retour « résidentiel » c'est-à-dire lié à la fin d'une étape de migration. Ce sont à la fois la fonction et le sens à donner au retour qui sont ici appréhendés et ce, au regard des engagements ou obligations du migrant vis-à-vis de la sphère familiale ou communautaire, de ses possibilités et de ses projets. Charnière temporelle et spatiale des parcours de mobilité, ce moment précis du retour cristallise ainsi tout le vécu social et identitaire du migrant, en fonction de contraintes externes, mais aussi selon ses propres stratégies multiples et composites.

Au-delà de ses incidences spatiales et sociales, le retour est un indicateur du rapport identitaire qu'entretient le migrant à l'espace. L'attachement territorial, qui prend sans aucun doute des formes particulières dans le contexte latino-américain, est ainsi mis en avant ou questionné au travers les liens matériels, virtuels ou symboliques que le migrant entretient avec le lieu d'origine, mais aussi à travers son retour effectif au village, dans sa communauté ou son quartier, y compris en fin de vie, comme dans le cas des migrants mexicains aux Etats-Unis étudiés par F. Lestage. A partir d'une étude ethnographique du rapatriement du migrant défunt dans son lieu d'origine, l'auteur reconstitue le « dernier voyage » et décrypte avec précision les différentes étapes d'un parcours long et tortueux qui commence avec les premières démarches administratives aux Etats-Unis et se termine avec les rites cérémoniels des obsèques au Mexique. Au-delà de sa portée hautement symbolique, le parcours du retour dessine ainsi un espace social transnational au sein duquel une multitude d'acteurs interviennent (autorités locales, opérateurs privés ou associations aux Etats-Unis, institutions publiques mexicaines, famille du défunt, etc.).

Mais le retour n'est pas seulement abordé comme « définitif », celui que l'on réalise en fin de migration, à la retraite ou après la mort. Il est aussi celui qui rythme un mode de vie quotidien autour de migrations temporaires et circulaires en lien avec l'instabilité des possibilités d'emploi et les situations de vulnérabilités sociales, en fonction également de tout un « imaginaire migratoire » tel que l'illustre le texte de S. Sassone concernant les migrants boliviens de Buenos Aires. La transnationalisation des logiques sociales et des espaces tend à repositionner la mobilité des individus dans le champ de l'expérience des lieux et des liens territoriaux, affectifs ou économiques. Le sens du retour

est alors questionné du point de vue du rapport vécu à l'espace et au temps qui fonde tout autant les pratiques effectives de retours récurrents des migrants dans leur lieu d'origine que les retours rêvés ou projetés.

Le regard porté par A. Gallas pose tout autant la question du retour récurrent, répétitif, saisonnier ou quotidien au foyer d'origine, tel que le pratiquent les travailleurs agricoles de la ville de Salto en Uruguay. Les logiques de circulation migratoire qui articulent ville et campagne sont ici décryptées à une échelle régionale. Quelles que soient ses temporalités, le retour est un segment vécu de « l'habiter », segment d'une trajectoire migratoire et professionnelle qui sans cesse se construit. La circularité des mouvements de mobilité, qui prennent la forme de l'allée et venue, tend à brouiller à la fois la signification et la direction même du mouvement dans l'espace. La mobilité, comme le décrit finement A. Gallas, fonde alors toute une organisation sociale de la famille qui engendre une différenciation mais aussi une complémentarité sexuées des modes de bouger, de revenir au foyer, de gérer le temps et l'absence, etc.

Le rapport affectif, mémoriel et symbolique que le migrant entretient avec le pays d'origine ne fait pas sens uniquement pour les individus ou les groupes migrants. Il peut devenir également un levier stratégique dans les politiques migratoires centrées sur l'incitation au retour. La contribution de Sylvie Koller concernant le cas des migrations latino-américaines en Europe explore une autre facette du retour à partir d'une analyse de la teneur, la crédibilité et l'effectivité des nouvelles politiques migratoires, celles déployées par l'Union européenne mais aussi par les gouvernements des pays de destination (l'Espagne) et de départ (l'Equateur). Elle montre ainsi comment les mesures et les outils mis en œuvre, notamment par le gouvernement de Correa, reposent tout autant sur le resserrement des liens entretenus par les migrants avec leur pays d'origine que sur l'activation de leur rôle à distance dans la vie institutionnelle et politique de l'Equateur, ou encore la réintégration « positivée » des migrants expatriés. Posant ainsi la question cruciale du droit à circuler, mais aussi du droit à un « retour digne », le texte de Sylvie Koller met en lumière les enjeux politiques et citoyens des migrations internationales.

Tout compte fait, la question du retour renvoie plus largement à la question du lien entre migration et développement, développement social et humain mais également économique. Sur ce point, la contribution de D. Requier Desjardins active le vif débat qui anime aujourd'hui les sociétés civile, politique et scientifique autour de la contribution des transferts des migrants au développement économique des pays d'origine. Interrogeant l'hypothèse d'un effet bénéfique des transferts, l'auteur prend la mesure de l'importance et de l'augmentation

rapide des remises migratoires, phénomène particulièrement marqué en Amérique latine avec des variations notables selon les ensembles régionaux ou les pays. La mise en balance des effets positifs et négatifs des transferts monétaires de la migration, discutée à la fois aux échelles macro, méso et micro-économique, met en lumière la complexité des effets de retour dans les pays d'origine, qu'il convient de relativiser au regard d'une multitude de facteurs : degré de concentration géographique des flux de départ, diversité des stratégies et des comportements des ménages de migrants, niveau d'institutionnalisation des systèmes migratoires, spécificité des politiques économiques en Amérique latine liée aux processus de libéralisation et d'intégration régionale, etc.

Au final, l'ensemble des textes montre que le retour n'est un signifiant socio-économique, politique, culturel et territorial que par sa position relative dans un instant et un lieu donnés. L'Amérique latine, traversée par de multiples turbulences migratoires (Cortes, 2008), surgit ainsi comme un laboratoire d'analyse particulièrement pertinent de la complexification des formes de mobilité inscrite à la fois dans l'historicité des sociétés, des cultures et des transformations territoriales.

Éléments de bibliographie

CEPAL, (2006), « Migración Internacional en América Latina ». *Boletín Demográfico*, IMILA, n° 65.

CEPAL, (2007), *Migración internacional, derechos humanos y desarrollo : síntesis y conclusiones*, Santiago de Chile, Ed. CEPAL, 134 p.

Cortes, G., (2008), *Migrations, espaces et développement. Une lecture des systèmes de mobilité et des constructions territoriales en Amérique latine*, Université de Poitiers HDR Habilitation à Diriger des Recherches, Discipline: Géographie, Poitiers, 268 p.

Guillon M., Sztokman N., (2004), *Géographie mondiale de la population*. Paris, Ellipses, 319 p.

López de Lera D., Oso Casas L., (2008), « L'immigration latino-américaine en Espagne. Tendances et état de la question ». In : Yepez I., Herrera G., (coord), *Nouvelles migrations latino-américaines en Europe. Bilans et défis*. Ed. Obreal, UCL, Barcelona, p. 29-59.

Martínez Bujan, R.M. Golias Pérez, (2005), « La latinoamericanización de la inmigración en España ». *Cuadernos Geográficos*, n° 36, 1, p. 51-65.

ONU, (2006), *Trends in total migrant stock : 2005 revision*, New York, United Nations, Division de la population, Département des affaires économiques et sociales.

Pellegrino A., (2004), *Migration from Latin America to Europe : Trends and Policy Challenges*. Migrations Research Series, OIM, n° 16, mai, 76 p.

Pellegrino A., (2008), « Immigration et émigration en Amérique du Sud ». Revue *Hommes & Migrations*, n° 1240, « Migrations latino-américaines », p. 108-113.

Petit V. (dir.), (2008), *Migrations internationales de retour et pays d'origine*. Paris, CEPED, Collection « Rencontres ».

Solimano A., Allendes C., (2007), *Migraciones internacionales, remesas y desarrollo económico. La experiencia latinoamericana*. CEPAL/ONU, División de Desarrollo económico, Serie « Macroeconomía del desarrollo », n° 59, 52 p.

Tarrius A., (2007), *La Remontée des Suds. Les migrants en Europe méridionale*. La Tour-d'Aigues, Ed. de L'Aube, 183 p.

Torrado T. V., (2005), *La Inmigración latinoamericana en España*. Rapport Expert Group Meeting on International Migration in Latin America and Caribbean. Departement of social and economic affairs, Union Nation Secretariat, décembre, 29 p.

Yepez I, Herrera G., (2007), « Introducción general ». In : *Nuevas Migraciones latinoamericanas a Europa*, FLACSO OBREAL UCL UB ed(s), Quito Ecuador, Risper-Graf C.A., p. 9-18.